

CONSEIL D'ÉTAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

**ORDONNANCE RENDUE EN PROCÉDURE
D'ADMISSIBILITÉ DES RECOURS EN CASSATION**

n° 10.068 du 19 novembre 2013

A.210.609/XI-19.912

En cause : **XXXXXX**
ayant élu domicile chez
Me J. HARDY, avocat,
rue des Brasseurs 30
1400 Nivelles,

contre :

l'État belge, représenté par
la Secrétaire d'Etat à l'Asile et
la Migration, à l'Intégration sociale et
à la Lutte contre la pauvreté.

LE CONSEIL D'ÉTAT,

Vu la requête, portant un cachet postal illisible mais reçue au greffe du Conseil d'Etat le 31 octobre 2013, par laquelle XXXXX, de nationalité XXXXX, demandent la cassation de l'arrêt n° 111.112 (dans l'affaire 128.441/III) rendu le 30 septembre 2013 par le Conseil du contentieux des étrangers et qui lui a été notifié par un courrier daté du 4 octobre;

Vu le dossier de la procédure communiqué le 8 novembre 2013 par le Conseil du contentieux des étrangers;

Vu l'article 20 des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par l'article 8 de la loi du 15 septembre 2006 réformant le Conseil d'État et créant un Conseil du contentieux des étrangers;

Vu l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État, notamment les articles 7 à 11;

Vu le titre VI, chapitre II, relatif à l'emploi des langues, des lois coordonnées sur le Conseil d'État;

Vu l'exposé des faits et des moyens contenus dans la requête;

Considérant que l'arrêt attaqué du Conseil du contentieux des étrangers rejette la requête en annulation de décisions mettant fin au droit de séjour de plus de trois mois des requérantes, avec ordre de quitter le territoire;

Considérant qu'à l'appui de leur recours en cassation les requérantes prennent un premier moyen de « la violation des articles 42ter et 42quater de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers, pris seul et en combinaison avec l'obligation de motivation telle que consacrée par l'article 149 de la Constitution et l'article 39/65 de la loi du 15 décembre 1980 »;

qu'elles se réfèrent à l'arrêt rendu par la Cour constitutionnelle le 26 septembre dernier, qui a précisé l'interprétation qu'il convient de donner à l'article 42ter de la loi du 15 décembre 1980, soulignent qu'il est clair que l'absence d'«installation commune» ne peut fonder un retrait de séjour sur pied de l'article 42ter et que « la même solution s'impose pour l'article 42quater »;

Considérant que la violation alléguée de l'article 42ter de la loi du 15 décembre 1980, lequel ne constitue en rien le fondement légal des actes attaqués devant le Conseil du contentieux, n'avait pas été soumise au premier juge; qu'à cet égard le moyen de cassation est irrecevable;

Considérant, quant à la violation alléguée de l'article 42quater, que les requérantes font une lecture particulièrement sommaire du récent arrêt de la Cour constitutionnelle n° 121/2013 du 26 septembre 2013, rendu sept mois après la date des actes attaqués devant le Conseil du contentieux, en soutenant que si l'absence d'installation commune ne peut fonder un retrait de séjour sur pied de l'article 42ter, « la même solution s'imposerait pour l'article 42quater puisque le législateur a entendu, sur ce point, prévoir le même régime aux articles 42ter et 42 quater »;

que s'il est vrai que l'arrêt précité de la Cour constitutionnelle, tout en rejetant le recours en annulation dirigé contre l'article 42ter, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, de la loi du 15 décembre 1980 (39^e moyen dans l'affaire n° 5354), comporte une réserve sous le n° B.36.8 quant à l'interprétation du membre de phrase « ou il n'y a plus d'installation commune », par contre, en ce qui concerne la demande d'annulation de l'article 42 quater, § 1^{er}, la Cour, tout en rejetant également le recours, n'a pas formulé la même réserve quant à l'interprétation de cet article; qu'à cet égard, l'arrêt énonce ce qui suit :

« Le terme mis au droit de séjour d'un membre de la famille qui est ressortissant d'un Etat tiers, avant l'obtention d'un droit de séjour permanent »

B.38.1. Le quarante et unième moyen dans l'affaire n° 5354 tend à l'annulation de l'article 42^{quater}, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été remplacé par l'article 12 de la loi attaquée. Les parties requérantes adressent à cette disposition les mêmes griefs que ceux qu'elles ont formulés dans les trente-huitième et trente-neuvième moyens relativement à l'article 42ter de la même loi.

(...)

B.38.3. L'article 42^{quater} règle les conditions dans lesquelles il peut être mis fin au séjour des membres de la famille d'un citoyen de l'Union qui ne sont pas eux-mêmes citoyens de l'Union.

B.38.4. Pour les mêmes motifs que ceux exposés en B.35.6 et B.35.7, le moyen n'est pas fondé. »;

Quant aux points B.35.6 et B.35.7, ils sont ainsi rédigés :

« B.35.6. Etant donné que l'article 16, paragraphe 1, de la directive précitée dispose qu'un citoyen de l'Union peut obtenir un droit de séjour permanent dans un autre Etat membre après un séjour légal d'une période ininterrompue de cinq ans, il convient d'admettre que cette période de cinq ans prend cours au moment où la légalité du séjour est établie.

Etant donné que, selon l'article 42ter de la loi du 15 décembre 1980, il peut être mis un terme au droit de séjour d'un membre de la famille qui est lui-même citoyen de l'Union « durant les trois premières années suivant la reconnaissance de [son] droit de séjour », cette disposition fixe également le point de départ du délai précité de trois ans au moment où est établie la légalité du séjour.

B.35.7. Ainsi, le point de départ du délai est le même dans les deux cas et le droit de séjour ne peut dès lors pas être retiré en vertu de l'article 42ter de la loi du 15 décembre 1980 après l'expiration du délai de cinq ans visé à l'article 16, paragraphe 1, de la directive 2004/38/CE.

Selon la jurisprudence de la Cour de justice, le droit des ressortissants d'un Etat membre d'entrer sur le territoire d'un autre Etat membre et d'y séjourner, aux fins voulues par le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), a un caractère déclaratif lorsqu'il est directement conféré par celui-ci ou, selon le cas, par les dispositions prises pour sa mise en oeuvre.

La délivrance d'un titre de séjour à un ressortissant d'un Etat membre doit alors être considérée non comme un acte constitutif de droits, mais comme un acte destiné à constater, de la part d'un Etat membre, la situation individuelle d'un ressortissant d'un autre Etat membre au regard des dispositions du droit de l'Union (XXXXX).

Le droit de séjour accordé aux citoyens de l'Union n'est toutefois pas inconditionnel, de sorte qu'ils doivent apporter la preuve qu'ils remplissent les conditions prévues à cet égard par les dispositions pertinentes du droit de l'Union ou par celles prises en exécution de ces dispositions (CJUE, 23 mars 2006, C-408/03, Commission c. Belgique, point 64).

Il résulte de ce qui précède que, dans les cas où le droit de séjour du citoyen de l'Union a un caractère déclaratif, ce dernier est présumé jouir de ce droit de séjour dès le moment de la demande en reconnaissance de ce droit, à condition que ce droit de séjour soit accordé par l'autorité compétente après examen des conditions que doit remplir le citoyen de l'Union.

Le moyen, en sa première branche, n'est pas fondé. »;

Considérant qu'il découle de ces enseignements de l'arrêt de la Cour constitutionnelle que «l'extrapolation» que les requérantes entendent tirer du

n° B.36.8 de cet arrêt ne trouve aucun soutien dans celui-ci, en sorte que le moyen de cassation qui reproche au juge du Conseil du contentieux d'avoir violé l'article 42quater, § 1^{er}, de la loi n'est manifestement pas fondé; qu'il en est d'autant plus ainsi que la réserve formulée au n° B.36.8 de l'arrêt de la Cour constitutionnelle vise à assurer la conformité de l'article 42ter à l'article 13, paragraphe 1, de la directive 2004/38/CE, alors que les requérantes se trouvent elles dans une situation qui ne relève pas du champ d'application de cette directive; qu'enfin, l'argument des requérantes selon lequel « une syntaxe identique est utilisée dans les articles 42ter et 42quater », ne peut être suivie : une simple lecture du premier alinéa du paragraphe premier de ces deux dispositions montre que sont visées des catégories de personnes très différentes, à savoir « les membres de famille d'un citoyen de l'Union qui sont eux-mêmes citoyens de l'Union », d'une part, et « les membres de famille d'un citoyen de l'Union qui ne sont pas eux-mêmes citoyens de l'Union », d'autre part;

Considérant que les requérantes prennent également un second moyen de « la violation de l'article 41 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne et des principes de bonne administration, du contradictoire et du droit à être entendu, pris seul et en combinaison avec l'obligation de motivation telle que consacrée par l'article 149 de la Constitution et l'article 39/65 de la loi du 15 décembre 1980 »;

qu'elles critiquent le passage de l'arrêt attaqué qui énonce que « la partie défenderesse n'était nullement tenue d'entendre les requérantes avant de prendre sa décision, dès lors qu'aucune disposition légale ne l'y oblige et qu'il n'appartient pas à la partie défenderesse d'interpeller *ex nihilo* les requérantes avant de prendre sa décision »; qu'elles estiment qu'elles devaient être mises en position de pouvoir faire valoir utilement leurs arguments avant la prise de décision et que celle-ci a été adoptée totalement à leur insu;

Considérant que ce moyen de cassation, qui recopie très largement la deuxième branche du moyen unique déjà développée devant le premier juge, est irrecevable en tant qu'il invoque une violation par le juge administratif des « principes de bonne administration » et, dans le développement du moyen, du « devoir de minutie », lesquels ne sont pas applicables à une juridiction administrative comme l'est le Conseil du contentieux des étrangers;

Considérant qu'en rejetant le grief fait à la partie défenderesse de ne pas avoir interrogé les requérantes quant à leur version des faits, aux motifs que « le Conseil rappelle que la partie défenderesse n'était nullement tenue d'entendre les requérantes avant de prendre sa décision, dès lors qu'aucune disposition légale ne l'y oblige et qu'il n'appartient pas à la partie défenderesse d'interpeller *ex nihilo* les

requérantes avant de prendre sa décision », que « c'est à l'étranger qui se prévaut d'une situation - en l'occurrence, le fait de pouvoir continuer à bénéficier du droit de séjour - qu'il incombe d'informer l'administration compétente de tout élément susceptible d'avoir une influence sur celle-ci, démarche que les requérantes sont manifestement restées en défaut d'entreprendre », et enfin que « s'il incombe, en effet, le cas échéant, à l'administration de permettre à l'administré de compléter son dossier, cette obligation doit néanmoins s'interpréter de manière raisonnable, sous peine de placer l'autorité administrative dans l'impossibilité de donner suite dans un délai admissible aux nombreuses demandes dont elle est saisie », le juge administratif a satisfait à l'obligation de forme que lui imposent l'article 149 de la Constitution et l'article 39/65 de la loi du 15 décembre 1980; qu'en outre, l'article 42quater de la même loi n'oblige nullement l'administration à enquêter, interpellier ou auditionner l'étranger avant de prendre sa décision, mais bien de «tenir compte» des divers éléments visés au § 1er, alinéa 3; qu'il s'ensuit que le second moyen de cassation n'est manifestement pas fondé;

Considérant qu'il ressort de cet examen au stade de la présente procédure d'admission que les moyens de la requête ne peuvent manifestement pas être accueillis; qu'il y a dès lors lieu d'appliquer l'article 20, § 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État,

D É C I D E :

Article 1^{er}.

Le recours en cassation n'est pas admissible.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 350 euros, sont mis à charge des parties requérantes, à concurrence de 175 euros chacune.

Ainsi rendu à Bruxelles, le dix-neuf novembre deux mille treize par :

M. Ph. QUERTAINMONT, président de chambre,
Mme V. VANDERPERE, greffier.

Le Greffier,

Le Président,

V. VANDERPERE

Ph. QUERTAINMONT